



DISCRETION=CONTAMINATIONS

Le ministère renvoie au placard la prévention du VIH en direction des bis et des pédés

Yagg a révélé ce mardi 18 octobre que **le cabinet de Marisol Touraine s'était une nouvelle fois illustré en demandant en urgence l'hétérocentrage du volet d'affichage de rue et grand public de la prochaine campagne de prévention de Santé publique France**, prévue pour les toutes prochaines semaines.

A l'origine, les visuels conçus pour être affichés dans les grandes villes et les villes moyennes devaient représenter exclusivement des couples d'hommes s'embrassant, et promouvoir la prévention combinée, en complément d'une diffusion de cette campagne par les canaux communautaires, dont l'état actuel est bien peu reluisant [1]. **Cela aurait permis la diffusion de l'information à un large public bi et pédé, moins voire pas du tout touché par les médias LGBT, en particulier les jeunes bis et pédés, vivant dans les moins grandes villes.**

Introduire à nouveau et à parité des visuels de couples d'hétéros, c'est diluer la spécificité de ce message, et c'est méconnaître le besoin de répondre au visage actuel de l'épidémie par des stratégies ciblées. En 2014 en France, 42% des contaminations sont enregistrées chez les "HSH" (pédés, bis et autres hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes). Cette proportion continue d'augmenter, faute de volonté et de moyens engagés par la ministre de la santé, en particulier chez les plus jeunes.

Que la campagne soit ainsi retoquée, ou que cette demande de compléter les visuels soit un prélude à un décalage dans le temps voire à son enterrement avant les prochaines élections, cette orientation ministérielle est déplorable. Elle a pourtant ses précédentEs : 1998 [2], 2002 [3], 2007 [4] pour n'en citer que quelques-unEs.

Nous sommes contraintEs d'émettre une fois de plus l'hypothèse que cette demande ne se limite pas à des considérations liées à la santé publique, mais relève de celle de la visibilité des bis et des pédés dans l'espace public. **Deux jours après une mobilisation de réactionnaires dans les rues de Paris**, nous ne pouvons que nous souvenir amèrement du traumatisme occasionné par la "liberté de conscience des maires" ou des déclarations vaticanes de Valls enterrant la PMA. **Sommes-nous donc condamnés à n'être, au mieux, visibles, pour nos santés et nos vies, qu'en rappelant systématiquement aux côtés de nos couples la norme hétérosexuelle ?**

Nous exigeons d'urgence le rétablissement du volet d'affichage originel de cette campagne et exigeons l'élargissement du déploiement initialement prévu.

Nous exigeons de plus que cette campagne soit le préalable au lancement d'autres initiatives touchant l'ensemble des publics cibles, et abordant leurs spécificités : jeunes, migrantEs, pédés-bis-HSH, trans, travailleurSEs du sexe, personnes incarcéréEs, etc.

En matière de prévention, **nous élargissons nos revendications et rappelons au cabinet de la Ministre l'urgence :**

- de promouvoir l'ensemble des outils de prévention combinée auprès des publics pour lesquels ils sont pertinents (capotes, gels, TPE, TasP, PrEP, stratégies de dépistage) ;
- d'assurer l'accessibilité financière et géographique à l'ensemble de ces dispositifs, en particulier en baissant les prix des capotes et des autotests ;
- d'augmenter la dotation des CEGGID à qui des missions d'ampleur croissante sont confiées ;
- d'assurer que l'éducation nationale mène des actions promouvant la prévention, la lutte contre l'homobobitransphobie, le sexisme, et la sensibilisation au consentement.

[1] C'est le cas de nos médias, mais aussi de nos associations, dont Act Up-Paris, qui poursuit son activité dans le cadre d'un plan de continuation validé par le Tribunal de Grande Instance, mais reste fragile, et est désormais inquiétée par un fabricant et un distributeur de préservatifs pour diffamation et dénigrement suite à un article de septembre dernier, que nous avons retiré de notre site dans l'attente de nous défendre sur le fond de cette affaire.

[2] <http://www.actupparis.org/spip.php?article2842>

[3] <http://www.actupparis.org/spip.php?article2541>

[4] <http://www.actupparis.org/spip.php?article3242>

Contact presse :

Mikaël ZENOUDA, président d'Act Up-Paris, 0613508980, presidence@actupparis.org

Robin DREVET, président d'Act Up Sud Ouest, 0647729976, presidence.actupsudouest@gmail.com